

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	29
Excusés	4
Procurations	4

**Procès-Verbal des Délibérations
du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY
de la séance du 10 février 2017**

Sous la présidence de Monsieur Michel SORDI, Député-Maire

Monsieur le Député-Maire ouvre la séance du Conseil Municipal à 20h05. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers Municipaux présents. Il salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil Municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Guillaume GERMAIN, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

Monsieur le Député-Maire donne lecture des procurations.

C'est avec beaucoup de tristesse que Monsieur le Député-Maire annonce le décès de Monsieur Henri BACHER, ancien chef du service technique eau et gaz du 9 février 1948 au 31 mai 1970. Il avait ensuite rejoint les services de l'ancien SIVOM.

Henri s'est également impliqué dans la vie associative. Après la Seconde Guerre Mondiale, il devient membre actif de la société de gymnastique « Le Progrès », au sein de la section gymnastique et athlétisme. Il crée une nouvelle section de handball qui intégrera les Sports Réunis de Cernay. Il s'engage dans la grande famille des Sapeurs-Pompiers de la commune en 1948. Il terminera sa carrière de Sapeurs-Pompiers comme chef de corps adjoint du centre de secours de Cernay. Il fera également du théâtre alsacien pendant plus de dix ans.

L'ensemble des membres du Conseil municipal exprime à la famille éprouvée ses plus sincères condoléances. Monsieur Sordi propose d'observer une minute de silence.

Présents Monsieur Michel SORDI, Madame Catherine OSWALD, Monsieur Alain BOHRER, Madame Anita BURGER, Messieurs Jérôme HAMMALI, Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Guillaume GERMAIN, Madame Annie GADEK, Messieurs Michel FLIEG, Mario CRACOGNA, Mesdames Catherine GOETSCHY, Monique SAMOLANY-ZIND, Monsieur Bernard SOMMER, Mesdames Chantal BURGERMEISTER, Nicole WIPF, Sonia KUENY-TRAVERSI, Josiane BOSSERT, Monsieur Dominique STEIGER, Mesdames Claudine MUNSCH, Marie STUTZ, Monsieur Michel LEDEUR, Madame Virginie BONNET, Messieurs Fabrice ANASTASI, Giovanni CORBELLI, Jacques MULLER, Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES, Madame Anne EBERLEIN

Absents excusés et non représentés Néant

Absents non excusés Néant

Ont donné procuration Mme Martine PIERRE donne procuration à Michel FLIEG
M. Thierry BILAY donne procuration à Josiane BOSSERT
Mme Santa FIERRO donne procuration à Giovanni CORBELLI
Mme Sylvie REIFF-LEVETT donne procuration à Christophe MEYER

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services.

Ordre du jour

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 décembre 2016
- 2 - Communications
- 3 - Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Député-Maire (information)
- 4 - Budget principal : approbation du budget primitif 2017
- 5 - Vote du taux des impôts à recouvrer en 2017
- 6 - Subvention versée à l'école primaire « Les Tilleuls » pour un voyage éducatif à Paris
- 7 - Patrimoine communal
 - 7.1 - Vente d'une parcelle rue de la Gare
 - 7.2 - Régularisation foncière rue Sandoz
 - 7.3 - Cession de parcelles à la commune de Vieux-Thann
 - 7.4 - Cession de la maison 10 rue Risler
- 8 - Convention de servitude ENEDIS
- 9 - Ressources humaines
 - 9.1 - Mutation : transfert de droits à congés/Participation financière (convention de reprise du Compte Epargne-Temps)
 - 9.2 - Création d'un poste de gardien ou de brigadier de police municipale
- 10 - Communauté de Communes de Thann-Cernay
 - 10.1 - Mise en conformité des statuts
 - 10.2 - Prise de compétence CCTC (Espace Grün) : transfert de l'emprunt
- 11 - Opposition au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes de Thann-Cernay
- 12 - Plan Local de l'Habitat
- 13 - Informations à la municipalité

1 – Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°1

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2016

Le procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu. Il est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

2 – Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°2

Communications

2.1 - Remerciements

Remerciements pour le versement des subventions 2016 de :

- l'association des Arboriculteurs de Cernay et environs ;
- la Société hippique de la Thur.

Remerciements de la municipalité de Steinbach suite à la signature de la convention de déneigement.

2.2 – Nominations de Conseillers délégués

Madame Chantal BURGERMEISTER a été nommée, jusqu'au 31 août 2017, par arrêté municipal n°51-2017 portant délégation de fonction, Conseillère municipale déléguée chargée de la coordination du Conseil consultatif des Aînés de Cernay.

Madame Claudine MUNSCH a été nommée jusqu'au 31 août 2017, par arrêté n°52-2017 portant délégation de fonction, Conseillère municipale déléguée chargée de la coordination du Conseil Consultatif des Jeunes.

Par ailleurs, Madame Virginie BONNET est nommée, du 1^{er} mars 2017 au 31 août 2017, par arrêté municipal portant délégation de fonction, Conseillère municipale déléguée en charge de la Commission d'attribution des logements (l'accueil des demandeurs, l'accompagnement, l'analyse, le suivi des dossiers de demandes etc.).

Enfin, Monsieur Jacques MULLER est nommé, du 1^{er} mars 2017 au 30 juin 2017, par arrêté municipal portant délégation de fonction, Conseiller municipal délégué chargé de définir un cheminement cyclable sécurisé entre le centre-ville et le collège « R. Cassin ».

3 - Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°3

Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Député-Maire (information)

3.1 – Déclarations d'Intention d'Aliéner – Droit de préemption non exercé

Immeuble sis	Nature	Surface	Désignation cadastrale	Cédés par
1 rue de Normandie	local d'activité	894,52 m ²	Section 60 n°63, 64, 102/67, 67A, 126/65, 129/66	PIA
rue de Normandie	terrain	501 m ²	Section 83 n°46/7	Caisse de Crédit Mutuel du Vieil Armand
rue de Normandie	terrain	1583 m ²	Section 60 n°239/62, 240/62, 243/61	SCI FONGIR
rue de Normandie	terrain	502 m ²	Section 60 n°231/66, 233/65	Syndicat des copropriétaires ensemble commercial sis 3 rue de Normandie
rue de Normandie	terrain	734 m ²	Section 60 n°235/64, 237/63	Syndicat des copropriétaires ensemble commercial sis 3 rue de Normandie
Rother Boden	terrain	1067 m ²	Section 39 n°51	Consorts SCHAEFER
1 impasse des Bleuets	maison	155 m ²	Section 80 n°219/13	DECKER Nicolas
7 quai des Platanes	appt+cave + garage	61,81 m ²	Section 20 n°16/07	TSCHIEMBER Philippe
22 rue René Guibert	maison	901 m ²	Section 21 n°339/13, 351/13	Consorts FUCHS

1 rue Pierre et Marie Curie	appt +gge + parking	83 m ²	Section 80 n° 352/13	NAAS Serge MULLER Yolande
20 avenue Charles De Gaulle	maison	501 m ²	Section 13 n° 39	Consorts WACH
11 avenue Montaigne	appt+cave + garage +park.ext.	71 m ²	Section 80 n°118/2	Epoux PERRIN Emmanuel
10 rue du Château	appt+cave + garage	75 m ²	Section 43 n°39/04	MOTCHOULSKY Mickaël
9 avenue Montaigne	appt +gge +box fermé	88,1 m ²	Section 80 n°117/2	SCI STOFFEL
6 rue de Bourgogne	maison	604 m ²	Section 59 n°277/78	Consorts DIEBOLT
10 rue du Bonhomme	appt+cave + garage	79 m ²	Section 46 n°50/26	SCHWARTZ Charlotte
1 rue James Barbier	maison	196 m ²	Section 8 n°20, 21	USTEL Hasan (dit PASCAL)
10 rue des Tulipes	appt +gge	65 m ²	Section 80 n°225/2	GERBER Vincent GRANDGEORGE Isabelle
4 quai des Platanes	appt+cave	52,76 m ²	Section 20 n°0014/0007	TSCHILL Nicole
rue de la Douane	parcelles	71 ca	Section 59 n°895/127, 896/127, 893/127, 894/127	Epoux Alfred KOEHLER
41 rue de la Douane	maison	1 661 m ²	Section 59 n° 893/127, 897/127, 898/127, 894/127	Epoux Alfred KOEHLER

rue de Wittelsheim	parcelle	62 ca	Section 80 n°66/13	DOMIAL
rue de Soultz	garage	2,863 m ²	Section 47 n°253/34, 245/34, 249/34, 250/34, 251/34, 252/34	Epoux FORLEN
31 rue Haffner	maison	360 m ²	Section 4 n°158/34, 160/35	Epoux Mario HUCHETTE
8 rue du Ballon	maison	251 m ²	Section 44 n°118/9	GASSER Pascal DELHAS Nadia

3.2 – Droit de préemption non exercé - Commerces

Immeuble sis	Nature	Cédés par
2 rue de Thann	Brasserie bar PMU	M. REGALEIRA
57 rue Poincaré	Journaux, papeterie, loto tabac, bazar	DELIERRE Maurice

3.3 - Liste des marchés conclus au cours de l'année 2016

L'article 133 du Code des Marchés Publics stipulait que la liste des marchés publics conclus l'année précédente devait être publiée avant fin mars.

Depuis le décret N°2016-360 applicable au 1^{er} avril 2016, les obligations liées à cet article n'existent plus.

Seuls les marchés, supérieurs à 20 000 Euros HT, conclus entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} avril 2016 restent soumis à cette obligation.

Les membres du Conseil Municipal sont priés de prendre connaissance du tableau joint en annexe.

4 – Madame Catherine OSWALD rapporte le point n°4

Budget principal : approbation du budget primitif 2017

Globalement, le projet de budget primitif pour l'exercice 2017 s'équilibre de la manière suivante, dans le respect des orientations budgétaires présentées lors du débat qui s'est tenu le 16 décembre dernier :

SECTION	Projet BP 2017	DONT CREDITS REPORTES EN Dépenses	DONT CREDITS REPORTES EN Recettes
FONCTIONNEMENT	9 861 000	/	/
INVESTISSEMENT	6 616 827	983 847	648 669
TOTAL	16 477 827		

Le budget communal, établi par nature, n'intègre pas encore les résultats du compte administratif 2016, ces derniers n'étant connus et officialisés qu'en mars prochain. Une décision modificative, votée au courant du premier semestre 2017, consolidera la construction budgétaire en intégrant ces résultats.

Après avoir abordé dans une première partie les évolutions des différents postes budgétaires de la section de fonctionnement, nous évoquerons en second lieu les contours de la section d'investissement.

I) SECTION DE FONCTIONNEMENT

Récapitulation des chapitres de la page 4 du budget

A) LES DEPENSES

Le projet de budget 2017 comporte en dépenses un total de crédits de fonctionnement de **9 861 000 €**.

1) Charges de gestion (chapitre 011)

Les charges de gestion générale s'établissent à **3 594 000 €** contre 3 710 000 € au budget primitif 2016, ce qui représente une baisse supplémentaire de 3.13 %, alors que, lors de l'élaboration du budget primitif précédent, ce chapitre avait déjà connu une diminution similaire de l'ordre de 3%.

Cette réduction budgétaire a été favorisée par l'élargissement de la compétence « culture » de la Communauté des Communes Thann Cernay (CCTC) ; de ce fait, l'Espace Grün ainsi que l'école de musique seront, à compter du 1^{er} janvier 2017, gérés intégralement par l'EPCI.

Ce chapitre, nettement revu à la baisse, met en exergue la nécessité d'optimiser les dépenses axées sur les économies à réaliser tout au long de l'année, démarche rendue indispensable par la baisse des dotations de l'Etat.

2) Dépenses de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel sont en légère hausse pour se présenter à **3 504 000 €**, contre 3 415 000 € en 2016 soit une hausse de 2.6 % comparé à 2016.

Ce chapitre n'intègre que les contraintes réglementaires externes qui s'imposent à la collectivité, prévoyant la refonte indiciaire de l'ensemble des filières (A, B, C), née de l'accord datant de 2015 sur les rémunérations dans la fonction publique et intitulée « Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations ou PPCR », ainsi que l'augmentation du point d'indice de la fonction publique.

3) Subventions et participations (chapitre 65)

Au total, le chapitre 65, d'un montant de **1 172 920 €**, est revu à la baisse comparé à 2016 (1 563 752 €) en raison de l'élargissement de la compétence « culture » de la Communauté des Communes Thann Cernay (CCTC), ayant entraîné la suppression des subventions versées à l'Espace Grün et à l'école de musique, désormais à la charge de la CCTC.

Néanmoins, les autres subventions aux associations ont été maintenues au niveau de 2016 et celle versée au CCAS, sanctuarisée à la somme de 100 000 €.

4) Charges financières (chapitres 66 et 16)

Pour 2017, les prévisions de charge de la dette s'établissent à :

- 584 500 € en section d'investissement pour l'amortissement du capital (comprenant 532 000 € d'amortissement du capital de la dette à la charge de la commune dont plus de 52 500 € d'amortissement de la dette relative à l'Espace Grün) ;
- 121 700 € en section de fonctionnement pour les intérêts de la dette (décomposée en intérêts de la dette pour 110 000 € et avance d'intérêts pour le compte de l'Espace Grün pour un total de 11 700 €)

La Ville continue de payer la charge de la dette contractée pour financer l'Espace Grün jusqu'à la date d'effet du transfert du contrat, fixée officiellement au 1^{er} juillet 2017 par délibération. Celle-ci prévoira la prise en charge de ce prêt par la Communauté de communes dès l'échéance du 1^{er} janvier 2017, ainsi que le remboursement des sommes avancées par la commune.

Par conséquent, les intérêts relatifs à l'emprunt de l'Espace Grün s'élèvent au montant de 11 700 €, l'amortissement de la dette, à la somme de 52 500 €. Des recettes sont prévues au chapitre 76 de la section de fonctionnement ainsi qu'au chapitre 16 de la section d'investissement pour contribuer au remboursement de ces avances.

5) Financement de la section d'investissement

La contribution au financement de la section d'investissement se fait au travers de l'autofinancement brut prévisionnel, composé :

- des dotations aux amortissements pour 822 000 € ;
- du virement de la section de fonctionnement à celle d'investissement (autofinancement complémentaire) pour 200 000 €.

B) LA FISCALITE

En 2017, les coefficients de revalorisation des valeurs locatives cadastrales devraient être fixés par l'Etat à 0.4 %. Les taux des impôts directs communaux ne seront pas revalorisés, à l'instar des années précédentes.

II) SECTION D'INVESTISSEMENT

Récapitulation des chapitres de la page 5 du budget

A) LES DEPENSES

Le volume des dépenses d'investissement est, à l'instar de l'exercice précédent, peu impacté par les reports de crédits d'opération en cours, qui s'élèvent à un total de 983 847 € en 2017, contre 727 263 € en 2016 (**tableau annexé page 108 au budget primitif**).

De nouvelles opérations sont prévues au budget primitif, elles totalisent un montant de 4 434 680 € (**annexe III B1 du budget des pages 19 à 21**).

B) LES RECETTES

En 2017, la section d'investissement sera financée principalement de la manière suivante :

- 200 000 € résulteront du virement de la section de fonctionnement ;
- 350 000 € découleront du fonds de compensation de la TVA (FCTVA), en hausse du fait de l'éligibilité au FCTVA des dépenses d'entretien de voirie et de bâtiments au titre de l'année 2016 ;
- 50 000 € de la taxe d'aménagement ;
- 822 000 € seront issus de l'amortissement ;
- 1 018 000 € proviendront de subventions, dont les fonds de concours émis par la CCTC ainsi que le produit des amendes de police ;
- 584 000 € de cessions d'immobilisations (vente de terrains et immeubles) ;
- 57 000 € de remboursements par Alsabail.

La section sera équilibrée par un emprunt de 2 337 158 €, dans l'attente de l'incorporation des résultats d'exécution lors de la décision modificative.

Jacques Muller remercie Catherine Oswald pour la qualité de sa présentation et de son travail à l'occasion de l'élaboration du projet de budget primitif 2017.

Toutefois, évoquant la question des agents spécialisés des écoles maternelles (ATSEM), il regrette certaines orientations budgétaires, en particulier en matière de dépenses de personnel.

Après avoir pris acte des observations de Jacques Muller, Michel Sordi rappelle quelques ratios traduisant la saine gestion des finances communales :

- Les charges de personnel par habitant
289 € pour Cernay contre 664 € en moyenne pour les communes de la même strate
- La dette par habitant
351 € pour Cernay contre 944 € en moyenne pour les communes de la même strate
- La capacité de désendettement
Environ 2 ans et demi

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-1 et suivants ;

Vu la réunion de la Commission V (Finances – Economie – Emploi) du 6 février 2017 ;

Vote à la majorité , moins cinq votes contre, le volume du budget 2017 au montant global de 16 477 827 €, dont 9 861 000 € pour la section de fonctionnement et 6 616 827 € pour la section d'investissement (y compris les crédits reportés), et vote les chapitres tels qu'ils sont présentés dans le projet de budget ci-annexé ;

Autorise l'intégration des reports de crédits liés à l'investissement de l'exercice 2016 pour un montant de 983 847 € en dépenses et 648 669 € en recettes ;

Adopte les annexes au Budget Primitif 2017.

Adopté à la majorité

Cinq votes contre (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

5 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°5

Vote du taux des impôts à recouvrer en 2017

Les impôts directs locaux sont ceux qui sont principalement perçus au profit des collectivités territoriales (communes, départements et régions) et des établissements publics de coopération intercommunale (groupements de communes).

S'agissant de la commune de Cernay, ces impôts comprennent trois taxes principales :

- Les deux taxes foncières, qui frappent, l'une les propriétés bâties, l'autre les propriétés non bâties, dont le contribuable est propriétaire,
- la taxe d'habitation, qui porte sur les locaux dont le contribuable dispose pour son habitation.

Le Conseil municipal vote chaque année les taux de ces taxes directes locales perçues au profit de la ville de Cernay.

A l'instar des années précédentes, il est proposé de ne pas les augmenter.

Réagissant à la non-augmentation des taux des impôts communaux, Christophe Meyer déplore que ceux-ci ne diminuent pas à la faveur du « Pacte financier et fiscal » conclu avec la communauté de communes.

En réponse, Catherine Oswald rappelle le choix opéré par la Municipalité : celui de soutenir l'investissement local auquel est consacrée l'intégralité des ressources financières communales provenant de ce pacte.

Christophe Meyer précise que certaines communes de l'intercommunalité ont, suite à l'adoption du « Pacte financier et fiscal », diminué leurs impôts.

Relativisant cette information, Michel Sordi précise que cela n'a concerné que deux communes, qui plus est de tailles modestes, or il est difficile de comparer les charges, notamment de centralité, d'une ville de près de 12 000 habitants comme Cernay, avec celles de villages.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Décide à la majorité, moins cinq abstentions (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) de ne pas augmenter les taux des impôts directs communaux en maintenant ceux-ci au même niveau qu'en 2016, soit :

- taxe d'habitation : 7,34 %
- taxe foncière bâtie : 9,53 %
- taxe foncière non bâtie : 39,89 %

Adopté à la majorité

Cinq votes contre (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

Monsieur Jacques MULLER quitte la salle.

6 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°6

Subvention versée à l'école primaire « Les Tilleuls » pour un voyage éducatif à Paris

Deux classes de l'école élémentaire « les Tilleuls » partiront en voyage scolaire à destination de Paris, du 21 au 23 mars 2017.

Ce voyage est cofinancé en partie par l'école et les parents ; une participation a été demandée à la Ville.

Plan de financement prévisionnel

Montant du devis :	11 336 €
Participation des familles :	9 000 €
Subvention Coopérative scolaire :	536 €
Subvention de la Ville	1 800 €

Il est proposé que la commune attribue une participation volontaire d'un montant de 1 800 € pour ce voyage scolaire.

Cette dépense est prévue au budget primitif 2017 à l'article 65738 fonction 212.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité la prise en charge d'une partie du coût de ce voyage éducatif ainsi que son plan de financement ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

Adopté à l'unanimité

Monsieur Jacques MULLER regagne la salle du Conseil municipal.

7 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°7

Patrimoine communal

7.1 – Vente d'une parcelle rue de la Gare

Le bâtiment de la Poste, implanté 1 rue de la Gare, n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite.

La Direction Générale Est a saisi la Ville de Cernay afin d'engager les travaux de mise aux normes. L'accessibilité par l'accès actuel ne pourra être réalisée que par la mise en place d'un élévateur.

A cet effet, La Poste a demandé à la Ville de Cernay de modifier le trottoir actuel, afin de réaliser ces travaux. Ces travaux permettront de réaliser un nouvel escalier, en intégrant un élévateur.

Compte tenu de la largeur de la rue de la Gare et des trottoirs existants, la Ville a donné son accord pour la cession d'une parcelle de 6 m² environ.

Au préalable, cette parcelle doit faire l'objet d'un déclassement du domaine public.

Ce déclassement est dispensé d'une enquête préalable, puisqu'il ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La Direction générale des finances publiques (service France Domaine) a estimé la valeur des biens à 300 €, soit 5 000 € l'are.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière, et notamment l'article L.141-3 ;

Vu la demande de La Poste ;

Vu l'avis de la Direction générale des finances publiques en date du 19 décembre 2016 ;

Vu le plan d'aménagement proposé par La Poste ;

Autorise à l'unanimité le déclassement de la parcelle concernée du domaine public ;

Cède à l'unanimité cette parcelle à La Poste, étant précisé que la totalité des frais sera à la charge de cette dernière ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à signer l'acte notarié et les pièces se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

7.2 – Régularisation foncière rue Sandoz

A l'angle de la rue Sandoz et de la rue de la Côte 425, a été érigé en son temps, un ensemble immobilier, appartenant aux époux Raymond GASPARETTI.

Or, il s'avère que cette construction empiète sur le domaine privé de la ville. Les propriétaires souhaitent régulariser cette situation.

Il convient de préciser que le plan d'alignement de la rue Sandoz est réalisé sur cette portion de voie et que la cession n'affecte pas le domaine public, ni l'alignement.

Selon procès-verbal d'arpentage effectué par Monsieur Hubert ORTLIEB, géomètre expert à Thann, le 25 avril 2016, la Ville de CERNAY cèdera les parcelles suivantes aux époux GASPARETTI :

- Section 32 n° 263/20, d'une superficie de 0 are 02 ;
- Section 32 n° 264/20, d'une superficie de 0 are 02.

La Direction générale des finances publiques (service France Domaine) a estimé la valeur vénale totale du bien à 200 €.

Par ailleurs, la parcelle section 32 n° 265/20 de 1 are 32 (reliquat de la parcelle initiale), appartenant au domaine privé de la Ville de Cernay, sera affectée au domaine public de la rue Sandoz, afin de régulariser définitivement cette situation.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3180 ;

Vu l'estimation de la Direction générale des finances publiques ;

Vu le plan d'alignement de la rue Sandoz ;

Approuve à l'unanimité la vente des parcelles au profit des propriétaires susnommés ou aux nouveaux propriétaires en cas de cession, aux conditions proposées ;

Charge Maître Hélène SIFFERT-KLUSKA de la rédaction de l'acte dont tous les frais seront à la charge des acquéreurs ;

Demande à l'unanimité le classement dans le domaine public de la parcelle section 32 n° 265/20 ;

Charge Monsieur le Député-Maire de signer l'acte à intervenir, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

7.3 – Cession de parcelles à la commune de Vieux-Thann

Dans le cadre du remembrement rural partiel de la commune de Cernay en 1982, l'Association Foncière de CERNAY avait été constituée par arrêté préfectoral du 15 septembre 1982.

Cette association avait principalement pour objet l'entretien et la gestion des chemins d'exploitation créés lors de la nouvelle répartition des parcelles.

Lors de sa réunion du 21 août 1998, le bureau de l'Association Foncière avait demandé la dissolution de l'association et la cession de ses propriétés à la Ville de CERNAY, au franc symbolique.

Le Préfet du Haut-Rhin a prononcé la dissolution de l'Association Foncière de CERNAY et le transfert de son actif et de son passif à la Commune de CERNAY, par arrêté n° 178/02 du 8 août 2002.

L'acte de cession a été dressé par Maître Joseph SIFFERT, alors notaire à CERNAY, le 9 décembre 1999, portant sur toutes les parcelles situées sur le ban de CERNAY.

Or, il s'avère qu'il y avait également des parcelles situées sur le ban de Vieux-Thann qui n'avaient pas fait l'objet du transfert de propriété, en l'occurrence des chemins d'exploitation sur les berges de la Thur, et qui ne représentent aucun intérêt pour la Ville.

S'agissant d'un oubli, Maître Hélène SIFFERT-KLUSKA, notaire à Cernay, a demandé et obtenu l'inscription de ces biens au nom de la Ville de CERNAY.

Il s'agit des parcelles suivantes :

- | | |
|--|------------|
| - Section 21 n° 2, lieu-dit Enchenbergmatten | 12 ares 55 |
| - Section 21 n° 4, même lieu-dit | 14 ares 55 |
| - Section 21 n° 6, lieu-dit Niedere Thurmatten | 16 ares 20 |
| - Section 21 N° 9, même lieu-dit | 20 ares 10 |

Ces biens, situés sur le ban de VIEUX-THANN, (voir plan ci-joint) ont été proposés à la Commune de VIEUX-THANN. Celle-ci, par délibération du Conseil municipal du 24 juin 2015, a approuvé l'acquisition de ces parcelles, moyennant le prix de un euro symbolique.

La Direction générale des finances publiques (service France Domaine) a donné son estimation en date du 10 janvier 2017.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1982 portant dissolution de l'Association Foncière ;

Vu l'avis de la Direction générale des finances publiques ;

Vu la délibération du Conseil municipal de VIEUX-THANN du 24 juin 2015 ;

Approuve à l'unanimité la vente au profit de la commune de VIEUX-THANN des parcelles susnommées aux conditions suivantes :

Un euro symbolique malgré l'estimation de la Direction générales des finances publiques, en raison de l'absence d'utilité publique.

Charge Maître Hélène SIFFERT-KLUSKA de la rédaction de l'acte dont tous les frais seront à la charge de la commune de VIEUX-THANN ;

Charge Monsieur le Député-Maire de signer l'acte à intervenir, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

7.4 – Cession de la maison 10 rue Georges Risler

La Ville de Cernay est propriétaire de la maison située 10 rue Risler qui servait de salle de classe à l'école maternelle des Géraniums. Or, depuis la réalisation de l'extension de l'école, ce bâtiment est vide et peut donc être cédé.

Madame Audrey GRÜTTER, demeurant à Cernay, souhaite créer une micro-crèche pour accueillir 10 enfants, dans le cadre du réseau « Les crèches de Tillo ». Cette structure compte déjà 30 crèches ouvertes et plus de 10 projets en cours pour l'année 2017, en Alsace.

Par conséquent, Madame GRÜTTER propose d'acquérir ce bien comportant un immeuble bâti sur un terrain d'une superficie de 6 ares 82, cadastré comme suit :

- Section 18 n° 125/19 5 ares 47
- Section 18 n° 128/19 1 are 35

Compte tenu des importants travaux de réfection et de mise aux normes à réaliser, Madame GRÜTTER propose un prix de 90 000 € pour l'acquisition de ce bien.

Par avis du 23 août 2016, la Direction générale des finances publiques (service France Domaine) a estimé ce bien à 90 000 €.

S'agissant d'une ancienne école, la Ville de Cernay devait, au préalable, demander un avis de désaffectation auprès du Préfet du Haut-Rhin. Par lettre du 2 juin 2015, celui-ci, après avoir

recueilli l'avis de la Directrice académique des services de l'Education Nationale, a émis un avis favorable.

S'il reconnaît le caractère attrayant du projet de micro-crèche porté par Audrey Grütter, Christophe Meyer aimerait néanmoins qu'une réflexion soit engagée en vue d'étudier l'implantation dans ce secteur, qui dispose encore de possibilités foncières, d'une salle multi activités qui bénéficierait notamment aux écoles situées à proximité.

Michel Sordi prend acte du point de vue exprimé par Christophe Meyer.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la proposition de Madame GRÜTTER ;

Vu l'avis favorable de désaffectation du Préfet du 2 juin 2015 ;

Vu l'avis de la Direction générale des finances publiques (service France Domaine) du 23 août 2016 ;

Désaffecte à l'unanimité ce bien des écoles publiques communales ;

Autorise à l'unanimité la présente vente aux conditions sus-indiquées ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier étant précisé que l'intégralité des frais sera à la charge de l'acquéreur.

Adopté à l'unanimité

8 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°8

Convention de servitude ENEDIS

ENEDIS, anciennement ERDF (électricité réseau distribution de France), est le principal gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France.

Actuellement, ENEDIS exploite des réseaux aériens à haute tension, situés entre la rue René Guibert à Cernay et le poste source situé rue de Mulhouse à Vieux-Thann.

Le projet d'ENEDIS consiste à remplacer l'actuel réseau aérien par l'enfouissement des lignes sur certains tronçons, notamment à proximité du stade Daniel Eck et le long de la piste cyclable. A cet effet, la Ville de Cernay, propriétaire des terrains concernés, doit accorder deux servitudes pour l'enfouissement de ces câbles. Les parcelles concernées sont :

- Section 79 n° 104 et 107 ;
- Section 21 n° 321, 326, 208, 205, 199 et 07 et section 79 n°102.

L'enfouissement des lignes haute tension nécessite la mise en place d'une armoire HTA sur un terrain appartenant à la ville, d'une superficie de 15 m² et situé sur la parcelle cadastrée section 79 n°102. Le terrain est destiné à l'installation d'une armoire de coupure. A cet effet, une convention de mise à disposition doit intervenir entre ENEDIS et la Ville de Cernay.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la demande formulée par ENEDIS ;

Vu les conventions de servitude ci-annexée ;

Vu la convention de mise à disposition ci-annexée ;

Donne à l'unanimité son accord pour ce projet d'enfouissement de la ligne à haute tension (20 000 volts) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à signer les conventions de servitude pour une largeur de 1.50 m (cf. annexe), ainsi que la convention de mise à disposition.

Adopté à l'unanimité

9 - Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°9

Ressources humaines

9.1 - Mutation : transfert de droits à congés/Participation financière (convention de reprise du Compte Epargne-Temps)

Le dispositif du Compte Epargne-Temps (C.E.T.), réglementé par le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, consiste à permettre à l'agent d'épargner des droits à congés, qu'il pourra utiliser ultérieurement sous différentes formes.

Le décret susvisé prévoit que l'agent conserve les droits qu'il a acquis au titre du Compte Epargne-Temps en cas de mutation dans une autre collectivité territoriale. Dans ce cas, il revient à la collectivité d'accueil d'assurer l'ouverture des droits ainsi que la gestion du

compte ; une convention peut alors prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés.

Un agent de la police municipale a été recruté par la ville de Belfort (collectivité d'accueil) ; sa mutation est effective depuis le 15 janvier 2017.

En application de la réglementation en vigueur, cet agent a accumulé, au sein de la ville de Cernay, 9 jours acquis au titre des droits à congés. A compter de la date de la mutation, la gestion du C.E.T. incombe à la ville de Belfort.

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n° 2004-878, la ville de Cernay et la ville de Belfort souhaitent conclure une convention pour indemniser la collectivité d'accueil au titre des jours de congés transférés, soit 585 € bruts (65 € bruts par jour), correspondant à l'indemnité forfaitaire par jour épargné de la catégorie C.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne-Temps dans la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 11 ;

Approuve à l'unanimité la prise en charge, par la ville de Cernay, de 9 jours de congés transférés (585 €), au titre du C.E.T., à la ville de Belfort, dans le cadre de la mutation d'un agent ;

Précise que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à signer la convention à intervenir entre les deux collectivités et tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité

9.2 – Création d'un emploi permanent d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe à temps complet et d'un emploi de brigadier de police municipale à temps complet

A la suite d'une demande de mutation d'un agent de la police municipale vers une autre collectivité, une procédure de recrutement a été lancée par la Ville de Cernay pour procéder à son remplacement.

A l'issue de celle-ci, le jury de recrutement a retenu la candidature d'un fonctionnaire appartenant à un cadre d'emploi de catégorie C exerçant, dans sa collectivité d'origine, en qualité d'agent de surveillance de la voie publique (A.S.V.P.).

L'article 13 du décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de la police municipale autorise « les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois, un corps ou un emploi de catégorie C ou de niveau équivalent à être détachés dans le cadre d'emplois des agents de police municipale, sous réserve qu'ils aient obtenu préalablement l'agrément du procureur de la République et du préfet ».

Afin que la Ville de Cernay puisse recruter, par la voie de mutation, le fonctionnaire dans son grade d'origine et procéder, par la suite, à son détachement dans le cadre d'emplois des agents de police municipale, il est proposé à l'assemblée municipale, seule compétente en ce domaine, de créer :

- un emploi permanent d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe, à temps complet,
- un emploi permanent de brigadier de police municipale, à temps complet.

Jacques Muller demande des précisions sur les créations d'emplois soumises au Conseil municipal.

A la demande de Michel Sordi, Philippe Gross, Directeur général des services, explique que le candidat retenu pour remplacer l'ancien policier municipal est un agent administratif occupant la fonction d'agent de surveillance de la voie publique (ASVP) et, qu'à ce titre, il peut être nommé par voie de détachement sous réserve de l'existence des deux postes en question : adjoint administratif et brigadier de police municipale.

Christophe Meyer regrette que la création de cet emploi de brigadier de police municipale se double de la suppression de celui de brigadier-chef principal, car cela aurait permis d'envisager un recrutement supplémentaire afin de renforcer les moyens humains de la police municipale.

Michel Sordi précise que la Ville est tenue d'actualiser le tableau des effectifs, donc dans la mesure où il n'est pas envisagé de créer un emploi supplémentaire de policier, cette suppression était inévitable.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations du fonctionnaire ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale, notamment son article 13 ;

Vu la saisine du Comité Technique ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Considérant que les corps ou cadre d'emplois d'origine et d'accueil appartiennent à la même catégorie et sont de niveau comparable, apprécié au regard du statut particulier du cadre d'emplois des agents de la police municipale ;

Crée à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES), à compter du 1^{er} mars 2017, un emploi permanent d'adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe, à temps complet ;

Crée à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES), un emploi permanent de brigadier de police municipale, à temps complet ;

Supprime à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES), à compter du 1^{er} mars 2017, l'emploi permanent de brigadier-chef principal, à temps complet, occupé par l'agent ayant muté vers une autre collectivité ;

Modifie en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité ;

Prévoit au budget de la collectivité les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Anne EBERLEIN, Sylvie REIFF-LEVETT (procuration), Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

10 – Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°10 **Communauté de Communes de Thann-Cernay**

10.1 - Mise en conformité des statuts

La Communauté de communes de Thann-Cernay exerce un certain nombre de compétences, inscrites dans ses statuts, qui sont le résultat de l'addition des compétences exercées par les deux anciennes communautés de communes (de Cernay et environs et du Pays de Thann) mais aussi l'ajout récent de certains points (aménagement numérique, domaine culturel pour l'essentiel).

La loi NOTRe vise, entre autres, à étendre le domaine de compétence des intercommunalités. Ainsi sont modifiées les compétences que les communautés de communes doivent exercer à titre obligatoire et à titre optionnel.

Relèvent des compétences obligatoires :

- Le développement économique et la promotion du tourisme ;
- L'aménagement de l'espace (à définir selon l'intérêt communautaire) ;
- La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (à compter du 1^{er} janvier 2018) ;
- Les aires d'accueil des gens du voyage ;
- La collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

Sont exercées à titre optionnel, au moins 3 compétences parmi un groupe de 9 compétences :

- Protection et mise en valeur de l'environnement ;
- Logement et cadre de vie ;
- Politique de la ville ;
- Voirie ;
- Equipements culturels, sportifs, enseignement préélémentaire et élémentaire ;
- Action sociale ;
- Assainissement ;
- Eau (à compter du 1^{er} janvier 2018) ;
- Maison de services publics.

Les compétences exercées à titre optionnel doivent faire l'objet d'une précision complémentaire pour définir l'intérêt communautaire qui revient à l'intercommunalité.

Par ailleurs, les communautés de communes peuvent exercer à titre facultatif toutes compétences que les communes auront décidé de leur transférer.

La Communauté de communes de Thann–Cernay exerce déjà les compétences lui permettant de répondre aux dispositions de la loi NOTRe. Il convient cependant d'en revoir l'organisation et l'écriture pour répondre à ce nouveau schéma.

Il est proposé d'inscrire à l'article 5 des statuts de la CCTC les compétences présentées comme suit :

COMPETENCES OBLIGATOIRES

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ; création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme.

Dont notamment :

- Création, aménagement, gestion de pépinières, d'hôtels d'entreprises ;
- Actions en faveur du développement économique, de l'emploi, de la formation, de l'insertion :
 - Création, aménagement et gestion de locaux consacrés à la formation et à l'insertion ;
 - Mise en œuvre d'actions de promotion et d'animation du commerce et de l'artisanat ;
 - Versement d'aides pour favoriser l'accueil, l'implantation, le développement d'entreprises : avances remboursables.

AMENAGEMENT DE L'ESPACE

pour la conduite d'actions d'intérêts communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur.

AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DES MENAGES ET DECHETS ASSIMILES

COMPETENCES OPTIONNELLES

PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE

POLITIQUE DE LA VILLE

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS, DE L'ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET ELEMENTAIRE

ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

- Actions en faveur de la petite enfance.

ASSAINISSEMENT**COMPETENCES FACULTATIVES**

- Gestion du **personnel forestier** ;
- Entretien, modernisation, extension du réseau d'**éclairage public** ;
- Versement de **subventions** à des actions éducatives et pédagogiques des **collèges** ;
- Versement de **subventions à des manifestations sportives** d'envergure exceptionnelle de dimension communautaire ;
- **Action culturelle** :
 - Versement de subventions à des manifestations culturelles d'envergure exceptionnelle de dimension communautaire ;
 - Soutien à la valorisation culturelle et à la création artistique sur les thèmes de la mémoire, des patrimoines historique et naturel ;
 - Organisation et soutien de l'enseignement artistique spécialisé.
- Schéma Directeur Territorial d'**Aménagement Numérique** :
 - Participation financière pour la mise en œuvre d'un réseau de très haut débit ;
 - Mise en œuvre de fourreaux en attente.
- Gestion d'un service de **transport à la demande** ;
- **Transport des élèves** vers les équipements culturels et sportifs communautaires ;
- Participation au financement de l'aménagement de **gares et arrêts tram-train** ;
- **Equipements touristiques** :
 - Porte Sud de la Route des vins, Vallon du Silberthal ;
 - Aménagement, entretien, gestion des infrastructures et superstructures de la ligne ferroviaire du train touristique.
- **Eau potable** :
 - Construction et exploitation des réseaux d'eau potable.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'article L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable des Commissions réunies de la CCTC du 05 décembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 décembre 2016 ;

Approuve à l'unanimité la nouvelle rédaction des compétences de la Communauté de communes de Thann-Cernay telle que proposée ci-dessus ;

Approuve à l'unanimité le projet de statuts modifiés intégrant la définition des compétences et attributions de la CCTC (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer le ou les actes à intervenir, et tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité

10.2 - Prise de compétence CCTC (Espace Grün) : transfert de l'emprunt

La compétence « culture » de la Communauté de communes de Thann Cernay (CCTC) a notamment été élargie le 1^{er} janvier 2017 aux lieux de diffusion culturelle que sont l'Espace Grün et le Relais culturel régional « Pierre SCHIELE » de Thann.

De ce fait, les emprunts ou fractions d'emprunts affectés à ce domaine et contractés antérieurement au transfert de compétence par les communes doivent être repris par la Communauté de communes.

Cette disposition concerne un prêt, souscrit par la commune auprès de DEXIA (nouvellement dénommée Société de Financement Local - SFIL) pour financer la construction de l'Espace Grün et de la Gendarmerie.

La quotité de ce prêt concernant l'Espace Grün est de 44 %.

Par conséquent, la Communauté de communes de Thann-Cernay reprendrait, aux conditions du contrat en cours, la fraction du capital restant dû du prêt.

Le capital restant dû total avant l'échéance du 1^{er} janvier 2017 s'élève à la somme de 1 405 450,54 €.

Le capital restant dû pour la fraction de prêt ayant financé l'Espace Grün et transféré à la Communauté de communes s'élève à la somme de 618.398,24 € avant l'échéance du 1^{er} janvier 2017. Les échéances sont trimestrielles.

Par souci de cohérence et, du fait de la longueur des démarches administratives liées au transfert, il est proposé de retenir la méthode suivante :

- L'organisme bancaire met en place le nouveau contrat d'ici la fin du mois de mai 2017 ;
- La Commune amortit le prêt jusqu'à la seconde échéance trimestrielle incluse et la Communauté de communes lui rembourse le prorata des deux premières trimestrialités ;
- La date d'effet du transfert de contrat est le 1^{er} juillet 2017, date à laquelle la Communauté de communes reprendra l'amortissement de la fraction d'emprunt concernée.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du 22 janvier 1999 relative à la souscription de l'emprunt considéré ;

Vu le contrat de renégociation du prêt daté du 18 février 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 portant modification des statuts de la Communauté de communes de Thann Cernay ;

Valide à l'unanimité les conditions de transfert à la Communauté de communes de Thann-Cernay de la fraction d'emprunt et de remboursement par elle à la commune, telles qu'exposées ci-dessus ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, de signer toutes pièces correspondantes.

Adopté à l'unanimité

11 – Monsieur Michel LEDEUR rapport le point n°11

Opposition au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes de Thann-Cernay

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014, dénommée loi ALUR, modifie dans son article 136 les dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives aux communautés de communes et communautés d'agglomération.

Elle donne désormais aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.). Cette compétence sera effective à l'expiration d'un délai de trois ans après l'adoption de la loi pour les intercommunalités ne l'ayant pas déjà acquise, tout en apportant une exception dans le cas où « au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'y opposent dans les trois mois précédant le terme du délai d'applicabilité ».

Il en résulte que le transfert aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération de la compétence en matière de PLU interviendra le 27 mars 2017, sauf en cas d'opposition des communes dans les conditions exposées ci-dessus.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 136 II de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Considérant l'intérêt pour la commune de conserver la compétence « plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

S'oppose à l'unanimité au transfert de la compétence PLU à la Communauté de communes de Thann-Cernay ;

Demande au Conseil communautaire de la Communauté de communes de Thann-Cernay de prendre acte de cette décision d'opposition.

Adopté à l'unanimité

12 – Monsieur Jérôme HAMMALI rapporte le point n°12

Plan Local de l'Habitat

Par délibération en date du 11 avril 2015, le Conseil de Communauté de Thann-Cernay a engagé l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat (PLH).

Cet outil définit « *pour une durée de six ans les objectifs et principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logement.* » (article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH)).

Ce PLH, élaboré avec l'aide du groupement « ADIL – ADAUHR – CITIVIA » s'est déroulé en trois phases, en collaboration notamment avec les communes, l'Etat, le Département, le Petr Thur Doller.

Ces trois phases s'étalant de septembre 2015 à décembre 2016 ont consisté en :

1. L'élaboration d'un diagnostic du territoire,
2. La définition des orientations de la politique de l'habitat,
3. La définition d'un programme d'actions.

Le diagnostic a été présenté aux Acteurs de l'Habitat, Institutions et Maires des 16 communes, le 7 mars 2016.

Après cette première phase, trois ateliers thématiques ont été organisés pour travailler sur les orientations, qui ont ensuite été présentées lors du Bureau communautaire du 27 juin 2016.

Le Document d'Orientations a été élaboré durant l'été 2016 et présenté en Commissions réunies du 19 septembre 2016, avec les orientations suivantes :

- Orientation 1 : Accompagner le développement du territoire et répondre aux besoins en logements,
- Orientation 2 : Améliorer et rénover le parc existant,
- Orientation 3 : Proposer des solutions de logement et d'hébergement pour tous,
- Orientation 4 : Mettre en œuvre, animer et coordonner la politique locale de l'habitat.

Un programme d'actions a ensuite été décliné et présenté en Commissions réunies du 21 novembre 2016.

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de communes de Thann-Cernay tend à conforter le rôle moteur de la CCTC sur les questions de l'habitat de son territoire, en lien avec les volontés des communes.

Le travail d'élaboration de ce PLH a abouti à la formulation des quatre axes suivants :

- Axe 1 : Développer une offre suffisante, diversifiée et équilibrée,
- Axe 2 : Améliorer et adapter l'offre de logements existants,
- Axe 3 : Améliorer la réponse faite aux publics spécifiques,
- Axe 4 : Renforcer le rôle communautaire dans le marché du logement.

Ces quatre axes sont déclinés en actions, qui présentent les interventions nécessaires pour répondre aux enjeux de manière opérationnelle.

Ce programme d'actions permet à la CCTC et à ses communes de répondre aux objectifs de la politique locale de l'habitat définis dans le document d'orientations.

Ces orientations sont déclinées en treize fiches-actions opérationnelles.

Il est rappelé que la Communauté de communes de Thann-Cernay n'est pas concernée par les dispositions de l'article 55 de la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain », imposant un taux minimum de logements sociaux pour certaines communes, renforcées par la loi ALUR, et ses conséquences.

Le PLH et son programme d'actions sont soumis aux communes et au Petr Thur Doller, organe compétent pour l'élaboration du SCoT, qui disposent d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis, avant soumission du PLH au Préfet.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les articles L.302-1 à L.302-4-1, R.302-1 à R.302-13 et R.302-8 et 9 du Code de la construction et de l'habitation portant sur la procédure d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi du PLH ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2015 approuvant la réalisation d'un PLH intercommunal ;

Vu les avis favorables des Commissions réunies des PLH du 19 septembre et 21 novembre 2016 ;

Vu le document du PLH comprenant un diagnostic, un document d'orientations et un programme d'actions ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 décembre 2016 arrêtant le projet de PLH ;

Donner un avis favorable au projet de Programme Local de l'Habitat 2017-2022, sous réserve de modifier le point 1.2, fiche n°2 du programme d'actions, en incitant les pôles urbains (Thann et Cernay) au maintien ou à l'augmentation de l'offre de logements sociaux sur leur territoire, sans fixer pour autant un caractère réglementaire et obligatoire pour ces communes.

Adopté à l'unanimité

13 – Informations à la Municipalité

Monsieur le Député-Maire passe la parole à Madame Anita BURGER, Adjointe à la Culture, pour la communication de quelques informations.

Anita BURGER

18/19 février

Exposition artisanale

Cercle familial

11/12 mars	Bourse puériculture	Périscolaire Arc-en-ciel
	Concert gala Tempo Kids	Espace Grün
26 mars	Championnat d'Alsace –Lorraine de motocross	
	Bouge ta Planète	Institut Saint-André
29 mars	Carnaval des enfants	Centre-ville
1 ^{er} avril	Soirée carnavalesque	Espace Grün
2 avril	Cavalcade	

Fin de séance : 20h51



Guillaume GERMAIN
Adjoint au Maire
Secrétaire de séance